

CULTURE & RECHERCHE

N° 38, OCTOBRE 1992, SUPPLÉMENT DE LA LETTRE D'INFORMATION N° 332

SOMMAIRE

Actualité	2
Anthropologie urbaine	6
Le programme pluriannuel sciences humaines Rhône-Alpes	8
La restauration du patrimoine artistique à l'étranger (II)	10
Textes réglementaires sur la recherche au ministère	12



Direction de
l'administration
générale

Mission de la recherche et de la technologie
3, rue de Valois 75042 Paris cedex 01
Tél. : 40 15 80 45

À LIRE

MISSION DE LA RECHERCHE

Annuaire de la recherche, Mission de la recherche et de la technologie, direction de l'administration générale du ministère de l'éducation nationale et de la culture (services de la culture), mise à jour 1992.
Mode d'emploi à l'usage des professionnels et des étudiants, cet annuaire indique les mesures de soutien qui leur sont accordées : aides, appels d'offres, bourses et allocations de recherche. On peut se procurer ce document sur demande écrite auprès de la mission de la recherche et de la technologie - 3, rue de Valois 75001 Paris.

CNRS

Rapport annuel 1991 du CNRS
15, quai Anatole France 75700 Paris.
Tél. : 47 53 15 15.

CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

« Actions et réactions ». Z'éditions ?

Association nationale science, technique, jeunesse, collection « guides pratiques » dirigée par André Giordan et Jean-Louis Martinand, 1992, 110 F.
Pour illustrer la culture scientifique, technique et industrielle, ce guide a ouvert ses pages à ceux qui la pratiquent : industriel, élu, chercheur, animateur, enseignant, journaliste, responsable culturel, etc., témoignent et dressent un état concret du sujet.

La société industrielle et ses musées 1890-1990. Demande sociale et choix politiques.

Par Brigitte Schrøder-Gudehus, avec la collaboration de E. Bolenz et A. Rasmussen, éd. des archives contemporaines, collection Histoire des sciences et des techniques, et Cité des Sciences et de l'industrie, 1992, 150 F.

RECHERCHE LITTÉRAIRE

Genesis 1, 1992

Manuscripts Recherche Invention, ITEM CNRS - Ed. Jean-Michel Place - Archivos, 189 p., 195 F.
Genesis est le premier numéro de la nouvelle revue de l'Institut des textes et manuscrits modernes. L'ITEM mène des travaux de recherche littéraire et artistique qui portent sur le nouvel objet d'investigation scientifique que constituent les manuscrits littéraires et, plus généralement, les documents de genèse. La critique génétique qu'elle y développe s'attache à étudier les processus de la création dans les arts et les sciences à partir des « avant-textes ». Parmi une dizaine d'articles, une présentation de la critique génétique : discipline nouvelle ou avatar moderne de la philologie ? et des textes inédits de Georges Perec.
ITEM/CNRS - 61, rue de Richelieu 75002 Paris.

Un nouveau pôle de recherche en communication

Un pôle de recherche interdisciplinaire Société et média électronique (PRISME) va être mis en place pour conduire des recherches en sciences sociales dans le domaine de la communication. Il associera par convention le Centre national d'études des télécommunications (CNET), le ministère de l'éducation nationale et de la culture (services de la culture), et le CNRS. Les moyens mis à disposition par ces trois partenaires seront gérés par le CNET.

Les différentes administrations responsables du domaine de la communication ont été amenées depuis quelques années à susciter un nombre important d'études qui ont constitué un corpus de savoirs sur la communication, très éclaté et de qualité inégale. Le ministère de la culture, particulièrement intéressé par le domaine de l'audiovisuel et de l'utilisation des nouvelles technologies dans l'activité culturelle unit ses efforts à ceux du CNET et du CNRS pour créer un pôle de recherche unifié. Celui-ci pourra ainsi disposer des moyens propres à mettre en œuvre un programme de recherche qui s'inscrive dans la durée et transcende les découpages administratifs ou institutionnels, tout en préservant la dimension concrète d'une contribution aux débats publics contemporains.

Les orientations de recherche suivies :

- la recherche sociologique commune autour de trois grands thèmes : l'évolution des usages, l'analyse socio-technique de l'innovation, les politiques publiques.
- l'étude des programmes et des professionnels : des recherches orientées vers le ministère de la culture.

- la communication d'entreprise : des recherches orientées vers le CNET.

A ce développement de la recherche correspondra un effort équivalent de publication et de constitution d'une documentation de référence.

Ce pôle de recherche aura également des activités de conseil et d'expertise, d'accueil de jeunes chercheurs et docteurs ou de responsables d'administrations ou d'entreprises.

Il doit enfin constituer un futur noyau de coopération européenne dans ce domaine de la communication où la recherche déborde le cadre national.

Renseignements : mission de la recherche et de la technologie - Évelyne Pierre - 3, rue de Valois 75001 Paris.
Tél. : 40 15 80 06.

Médecines pour œuvres d'art La science sollicitée

Les sciences et les techniques au service de l'art : aujourd'hui, physiciens, chimistes, géologues, microbiologistes sont de plus en plus associés à la restauration et à la conservation des œuvres du patrimoine. C'est le thème central choisi par le Centre culturel scientifique et technique de Grenoble pour sa nouvelle exposition itinérante.

Le CCST de Grenoble soutenu de manière permanente depuis plus de dix ans par les ministères de l'éducation nationale, de la culture et de la recherche et le CNRS, présente aujourd'hui aux visiteurs des peintures, vitraux, sculptures et meubles en bois, tissus, documents anciens sur lesquels la science est intervenue.

Cette exposition, qui se tient à Grenoble jusqu'au 3 janvier est produite avec le soutien de multiples partenaires, et notamment de la mission de la recherche et de la technologie. Elle est destinée à circuler en région Rhône-Alpes et au-delà.

Contact : Arnaud Cazeaux - CCST - La Casemate, place Saint-Laurent 38000 Grenoble. Tél. : 76 44 30 79.

Art et industrie

La collaboration entre l'Anvar et le ministère de la culture pour soutenir l'innovation technologique dans les industries culturelles s'étend aujourd'hui à la création artistique. Elle donnera lieu dans le cadre des 6e journées de l'Anvar organisées à Nantes du 9 au 11 décembre 1992 à l'exposition « Art et Industrie », inaugurée par les représentants des vingt et un membres du programme Eureka réunis à cette occasion.

Les œuvres contemporaines européennes exposées utilisent des matériaux industriels et/ou des produits technologiques pour leur valeur plastique.

ALITÉ

Des projets seront également présentés par l'association Ars Technica pour permettre aux entreprises présentes d'entrer dans ce mouvement.

Une table ronde enfin permettra de débattre de la question du rapport entre l'art et l'industrie.

Un catalogue sera édité conjointement par l'Anvar et le ministère.

Contact : Élisabeth Walter - Anvar.

Tél. : 40 17 83 00.

Claude Faure - Ars Technica.

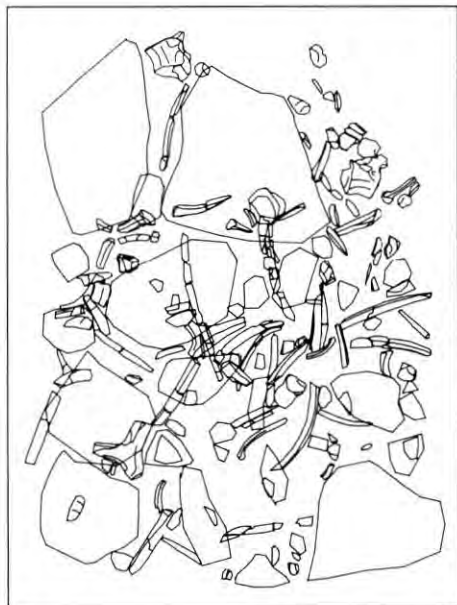
Tél. : 40 05 78 95.

Outil de saisie 3D pour la recherche archéologique

Un problème majeur de la recherche archéologique réside dans la gestion et l'archivage des informations recueillies.

Un projet original proposé par J. Airvaux* avec l'appui de la DRAC Poitou-Charentes, monté dans une collaboration avec des spécialistes de l'IUT de Poitiers (génie électrique), a abouti à la mise en place d'un outil de saisie 3D et de logiciels d'analyse, de gestion de données et de restitution graphique.

Restitution d'un plan d'une saisie tridimensionnelle d'un sol préhistorique (niveau aurignacien de Saint-Césaire d'après moulage, fouilles F. Levêque). Temps de saisie : 1h30mn. Les objets, selon leur type, sont normalement figurés de couleurs différentes.



Le dispositif de saisie est constitué d'un bras mobile à cinq degrés de liberté. Cet appareil est posé sur le terrain sans aucun réglage. L'initialisation se fait en venant palper trois points d'un repère fixe. A partir de là, tout point saisi dans l'espace accessible par le palpeur lui est relatif. Cet outil est connecté à un ordinateur portable. Ce dernier visualise en temps réel les objets relevés avec possibilité de zoom, recentrage, rotations, etc.

Un objet peut être défini par un nombre de points illimité. La précision est supérieure à 0,5 mm dans le cas le plus défavorable. Le processus de saisie est automatisé au maximum. Toutes les données dimensionnelles et autres sont transférées dans l'ordinateur de calcul. Les informations d'un chantier sont alors disponibles dans leur ensemble. Tous les types d'analyse sont possibles (analyses stratigraphiques, recherche de structure, etc.). Les coupes et les vues selon des plans quelconques sont restituées sur table traçante. Un logiciel permet la restitution d'objets par le calcul d'images de synthèse.

Ce matériel au stade de prototype et ses logiciels ne sont pas pour le moment disponibles sur le marché.

Les partenaires financiers sont : le ministère de la recherche (délégation Poitou-Charentes), le Conseil général de la Vienne, le ministère de la culture.

* Technicien de recherche, DRAC Poitou-Charentes, service de l'archéologie, 102, Grand'Rue 86000 Poitiers.
Tél. : 49 36 30 30.

Centre archéologique européen du Mont-Beuvray

L'oppidum gaulois sur le Mont-Beuvray est l'un des sites de fouilles les plus importants de France. Le Centre archéologique européen du Mont-Beuvray, devenu site national en 1985, est retenu en 1990 parmi les grands travaux de province. Le projet, dont la réalisation doit être achevée en 1993, répond à trois objectifs complémentaires :

– un objectif scientifique : la base de Glux-en-Glenne permettra de développer des recherches pluridisciplinaires en accueillant archéologues français et européens, spécialistes de l'Europe celtique ;

À LIRE

INVENTAIRE GÉNÉRAL

Cléry-Saint-André : la cathédrale Notre-Dame, Loiret.

Par Philippe Araguas, *Images du patrimoine* n°106, 1992, ill., 32 p., 60 F, ISBN 2-905813-09-1.

L'abbaye de Saint-Savin, Vienne.

Par Yves-Jean Riou, *Images du patrimoine* n°101, 1992, ill., 64 p., 100 F, ISBN 2-905764-04-X.

Champsaur, Hautes-Alpes.

Par Marie-Pascale Mallé, Marc Heller, Gérard Roucaute, *Images du patrimoine* n°105, 1992, ill., 64 p., 100 F, ISBN 2-909727-00-9.

Inventaire général : 10, rue du Parc Royal 75003 Paris. Tél. : 40 15 76 45.

ARCHÉOLOGIE

Jablins (le Haut Château, Seine-et-Marne) : une minière de silex au Néolithique.

Par Françoise Bostyn et Yves Lanchon. *Documents d'archéologie française* n°35, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1992, 250 p., 250 F.

Ce volume est le premier de la série « Archéologie et grands travaux », créée au sein des DAF afin d'accueillir les publications des opérations de sauvetage de grande ampleur, et en majeure partie financée par les responsables de ces aménagements en milieu rural et urbain.

Les enceintes fortifiées du Limousin : les habitats protohistoriques de la France non méditerranéenne.

Par I.B.M. Ralston. *Documents d'archéologie française* n°36, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1992, 230 F.

Diffusion des DAF : CID, 131, bd Saint-Michel 75005 Paris. Tél. : 43 54 47 15.

A signaler : Le numéro 33 des DAF *Châteaux et maisons fortes en Lorraine centrale* a reçu le prix du livre d'histoire régionale Lorraine dans le cadre des Feuilles d'or 1992 / « Le livre sur la place », manifestation tenue à Nancy du 17 au 20 septembre 1992.

Documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France

Bayeux par F. Delacampagne, en collab. avec D. Paillard, 1992, 90 p., 110 F.

Metz par P. Brunella, N. Dautremont, P. Thion, P.E. Wagner, 1992, 116 p., 130 F.

Strasbourg par J.J. Schwien, 1992, 285 p., 280 F.

Documents édités par le Centre national d'archéologie urbaine (CNAU) - Château de Tours, 25, quai d'Orléans 37000 Tours. Tél. : 47 66 72 37.

Bilan scientifique 1991 - Service régional de l'archéologie de la direction régionale des affaires culturelles de Bretagne. 6, rue du Chapitre 35044 Rennes cedex. Tél. : 99 84 59 00.

À LIRE

Bilan scientifique 1991 - Service régional de l'archéologie de la direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes. 23, rue Roger Radisson 69005 Lyon. Tél. : 78 25 87 62.

Bilan scientifique 1991 - Service régional de l'archéologie de la direction régionale de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, 23 bd du Roi René 13617 Aix-en-Provence. Tél. : 42 16 19 00.

Les derniers barbares.

Au cœur du massif du Jura, la nécropole mérovingienne de la Grande Oye à Doubs.
Par Sophie Manfredi, Françoise Passard, Jean-Pierre Urlacher, Ed. Cêtre, 1992, 144 p., 200 F (broché), 340 F (relié).

L'Homme de Néandertal en Poitou-Charentes.

Publication du Musée d'Angoulême, 1992, 187 p., 145 F (20 F de port).
Musée d'Angoulême, 1, rue de Friedland 16000 Angoulême. Tél. : 45 95 07 69.

Actes du XIII^e colloque de l'Association française pour l'étude de l'Age du fer, artisanat du bois et des matières organiques

Guéret, 1989, sous la direction de Dominique Vuaillat, 272 p.
A commander à l'Association pour la recherche archéologique en Limousin - 14, rue Elisée Reclus 87000 Limoges ; ou aux Éditions Verso - BP 295 23006 Guéret Cedex. 150 F + 30 F port.

THÉÂTRE

La décentralisation théâtrale.

1 : Le Premier Age 1945 - 1958.
Sous la direction de Robert Abirached, Cahiers n° 5 Théâtre-Education, Actes-Sud Papiers, Paris, 1992.

ETHNOLOGIE

Paroles d'outrage

Revue Ethnologie française, n° 3/1992, Armand Colin, 120 F.
Comment parler, du point de vue des sciences humaines et sociales de ces conduites profératoires que nos sociétés administrent sous les mots d'injure, de blasphème ? Ce numéro, première étape d'une réflexion en cours, suggère quelques pistes pour l'ouverture d'un débat.
Musée national des arts et traditions populaires : 6, rue du Mahatma Gandhi 75116 Paris.
Tél. : 44 17 60 84.

Jardins des savoirs, jardin d'histoire.

Suivi d'un glossaire des plantes médiévales.
Par Pierre Lieutaghi, Les Alpes de Lumière, n° 110/111, 1992, ill., 156 p., 128 F.
Diffusion en librairie : Edisud, 13090 Aix-en-Provence. Tél. : 42 21 61 44.

- un objectif culturel : un musée de la civilisation celtique à Bibracte restituera au public une civilisation méconnue, les méthodes de sa redécouverte, l'actualité de la recherche archéologique ;

- un objectif de développement économique et touristique grâce à l'aménagement d'un site de culture et de formation à la recherche archéologique.

SAEM du Mont-Beuvray 58370 Glux-en-Glenne. Tél. : 86 78 61 55.

Faust 92

Le ministère de l'éducation nationale et de la culture est présent au Forum des arts et de l'univers scientifique et technique (FAUST) qui se tient à Toulouse, au Parc des expositions, du 16 au 20 octobre 1992.

Trois axes guident l'exposition des services de la culture.

1 - L'image calculée, l'image rêvée : des démonstrations sur deux puissantes stations de travail proposées par trois laboratoires de recherche du groupement d'intérêt public ACACIA témoignent de l'apport de l'infographie à la conception architecturale.

2 - L'image interactive :

- l'inventaire du patrimoine architectural de Toulouse est présenté en images et en fiches sur un poste informatique par le service régional de l'inventaire ;

- le poste multimédia *European museum network* développé dans le cadre du projet RACE offre sur un écran les collections de plusieurs musées dont celui des Antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye ;

- le projet Narcisse, mené à l'initiative du laboratoire de recherche des musées de France, porte sur la numérisation d'images scientifiques très haute définition produites par les institutions culturelles de plusieurs pays d'Europe ;

- une analyse de documents filmiques est effectuée automatiquement sur une configuration mise au point par l'équipe « Applications culturelles de l'informatique » de l'Institut de recherche en informatique de Toulouse.

3 - L'image laser : plusieurs sociétés invitées sur le stand (Automates et Automatismes, Paquet productions, Atelier holographique de Paris, association Omnimages) proposent hologrammes et systèmes de dessin au laser avec pilotage par ordinateur.

Des brochures, des livres seront mis à disposition du public sur la banque d'accueil, une dizaine de vidéos seront diffusées sur grand écran et sur un mur d'images, le public pourra interroger le service télématique 3614 Joconde ainsi que le CD-I « Retour en préhistoire » de la société NAK.

Nombreuses animations et démonstrations également des services de l'éducation nationale.

Culture, mission de la recherche et de la technologie - Martine Tayeb.

40 15 84 62.

Éducation nationale, direction de l'information et de la communication
Mme Debailleul : 49 55 33 10.



Nouvelles sources de l'histoire du cinéma

Les recherches sur le passé du cinéma, qu'elles soient historiques, esthétiques ou narratologiques, connaissent depuis une décennie un essor notable que l'on peut lier d'une part à leur constitution en discipline universitaire, d'autre part à une politique patrimoniale renforcée.

Les collections cinématographiques du département des arts du spectacle de la Bibliothèque nationale, dont l'origine remonte à 1918, rassemblent, à l'exception des films eux-mêmes, des documents de toute nature - imprimés, manuscrits, fonds d'archives, photographies, dessins et affiches. Le département des arts du spectacle, en privilégiant les liens du cinéma avec les autres formes de spectacle, l'institue en champ interdisciplinaire.

C'est dans cette perspective qu'il développe en collaboration avec l'UFR Cinéma et audiovisuel de l'université de La Sorbonne nouvelle, une opération de recherche « Nouvelles sources de l'histoire du cinéma », soutenue par la mission de la recherche.

Le premier axe de la recherche menée sur les fonds s'attache à établir une corrélation étroite entre la mise en valeur des sources et les orientations des travaux émergeant au terme d'un siècle de cinéma. Tenant compte de l'attention privilégiée prêtée actuellement aux premières années du cinéma, une part de la recherche porte sur l'analyse structurelle et thématique de près de 10 000 scénarios antérieurs à 1918.

Le second axe a déterminé la mise au point d'une méthodologie spécifique au traitement informatisé des fonds. Une base de données multi-supports, actuellement riche de près de 30 000 notices, permet l'analyse tous les types de documents possibles, de la conception du scénario à l'exploitation, des projets non aboutis à la postérité des œuvres, quelle que soit leur forme matérielle, et permet d'élaborer des inventaires standardisés et affinés des collections cinématographiques.

Bibliothèque nationale - Département des arts du spectacle. 1, rue de Sully 75004 Paris. Tél. : 42 77 44 21. Emmanuelle Toulet, conservateur.

Un comité de publication à l'Inventaire

Un comité de publication est mis en place à la sous-direction de l'Inventaire général de la direction du patrimoine pour mener une réflexion approfondie sur sa politique éditoriale et en examiner le suivi. Il est composé, outre du sous-directeur de l'Inventaire et du vice-président de la Commission nationale de l'Inventaire, de chercheurs des services régionaux et de la sous-direction, d'universitaires et de membres de l'Inspection générale du patrimoine.

Bureau de la diffusion documentaire.
Tél. : 40 15 76 45.

Napoléon, film d'Abel Gance, 1927 : photographie du triptyque. Bibliothèque nationale.



À LIRE

MUSIQUE

Quadrivium - Musiques et sciences

Ed. IMPC, La Villette, Paris, 1992, 100 F.

Actes du colloque tenu à Metz en mars 1991 et organisé par l'Institut de pédagogie musicale et chorégraphique (IMPC), l'Association d'études pour la coordination des activités régionales musicales en Lorraine et l'Association régionale pour le développement de l'action musicale en Alsace. Diffusion SEDIM 151-153 av. Jean Jaurès 75019 Paris. Tél. : 42 00 29 00.

Recherche, musique et danse : une nouvelle collection créée par la direction de la musique et de la danse (DMD), conçue et éditée par la Maison des sciences de l'homme. Cette collection accueille des rapports de recherches qui ont reçu le soutien de la DMD et des actes de colloque à caractère scientifique :

Les pratiquants de l'art lyrique aujourd'hui, par F. Patureau, 60 F.

Les sourdines des instruments à vent, par R. Causse et B. Sluchin, 90 F.

Le Gamelan à Java. L'enseignement de la musique traditionnelle au conservatoire de Surakarta, par N. Jacquemart, 120 F.

La musicologie en France entre impasse et mutation. État des lieux et enjeux politiques, par P. Bachman, 180 F.

Modèles physiques, création artistique et ordinateurs.

Actes du colloque organisé par l'Association pour la création et la recherche musicale (ACROE). 2 volumes, 120 F chacun.

Les chevaux « plats » de la lutherie de l'Inde, par D. Bertrand, 120 F.

Diffusion : CID - 131 bd Saint-Michel 75005 Paris. Tél. : 43 54 47 15.

MUSÉES

Interactifs. Une technique de l'intention. Guide pratique à l'usage des professionnels des musées.

Quelles compétences pour la production des interactifs ? L'équipe-projet, comment la constituer, comment la gérer ; les quatre étapes du cycle de production d'un interactif ; cas d'école, un chapitre interactif ; une sélection d'interactifs réalisés par six musées différents.

Bernadette Goldstein, direction des musées de France, département des publics, de l'action éducative et de la diffusion culturelle - 6, rue des Pyramides 75001 Paris. Tél. : 40 15 85 69.

Musée du Louvre (janvier 1797 - juin 1798), procès-verbaux au conseil d'administration du Musée central des arts, Ed. de la Réunion des musées nationaux, Paris, 1992, 436 p., 290 F.

La mission du patri de la direction soutient un progr intitulé « Lien social urbaines » étab avec la délégation et aux fo

Ce programme de recherche poursuit deux objectifs :

- développer à partir de problématiques conjuguant dimensions culturelles et urbaines, des recherches de terrain approfondies appliquées aux quartiers dits défavorisés ;
- susciter l'émergence d'analyses qui permettent une meilleure compréhension des phénomènes et puissent être utiles à l'action, notamment menée par la délégation au développement et aux formations. A cette fin, un dispositif de travail est mis en place. Il doit permettre aux chercheurs impliqués de confronter leurs observations et les avancées de leurs travaux.

DES POLITIQUES SOCIALES POUR LES BANLIEUES

Pas plus les programmes d'urbanisme que les mesures sociales mises en œuvre ces vingt dernières années ou les multiples opérations d'animation culturelle déjà entreprises n'ont suffi à répondre aux questions de ségrégation sociale et ethnique. La détérioration du lien social dans les périphéries urbaines – absence d'espaces publics, décomposition du tissu associatif, tensions ethniques – a mené les pouvoirs publics à lancer en 1981 une opération de développement social des quartiers. Il s'agissait, sous l'égide des municipalités, d'unifier les actions des différents intervenants institutionnels, l'objectif étant de céder la place ultérieurement la place aux habitants organisés en association.

La Courneuve, Cité des 4000. 1991, photo S. Conord.

UNE APPROCHE ETHNOLOGIQUE DE LA VILLE

Actuellement, l'État et les collectivités locales continuent de soutenir les activités associatives pour remédier au déficit de socialité et encourager la création d'espaces d'autonomie et de communication propices à la négociation de tensions. Chacun aujourd'hui considère que le culturel représente un atout indispensable pour tout engagement localisé. C'est pourquoi une manifestation culturelle rassemble autour d'elle aussi bien les administrations que les élus et les partenaires sociaux.

Toutefois, pour éviter l'enfermement dans le « quartier » censé être le meilleur espace de sociabilité à la manière des villages autrefois, les responsables politiques et culturels tentent de plus en plus d'inscrire leur action dans la perspective de l'ensemble urbain. Il apparaissait donc essentiel d'appréhender les problèmes sociaux évoqués ici sous l'angle de la ville.

LA CULTURE COMME FACTEUR D'INSERTION ?

Si l'objectif de ce programme n'est pas de mener des études d'évaluation des actions de ce ministère qui relèvent d'autres responsabilités, il implique cependant que l'on s'interroge sur le rôle reconnu à la culture en tant que facteur d'insertion, en prenant soin de distinguer la culture définie par les anthropologues de celle qui relève des institutions politiques. Quel

rapport établir entre ces deux conceptions de la culture ? Que penser, par exemple, de ces nouvelles formes d'expression que sont le rap, le tag, la zulu-nation, les musiques rock réinvesties ? Sont-elles structurantes ? Participent-elles de ce mouvement qui consiste à glisser d'une culture pour tous à une culture pour tous les goûts ? Que produisent les interventions d'un ministère amené à encourager la diffusion des valeurs culturelles les plus universelles auprès de publics défavorisés et à reconnaître des formes spécifiques d'expression culturelle à des groupes se considérant – ou considérés – comme marginalisés ?

LA DÉMARCHE ETHNOLOGIQUE

Comment procéder avec les outils de l'ethnologue, tandis que de nombreux intervenants – travailleurs sociaux, urbanistes, sociologues – sont déjà mobilisés ? Sans ignorer la dimension sociale et économique déjà largement prise en compte par les sociologues, cette démarche scientifique, bien inscrite dans l'actualité et la contemporanéité, peut éclairer certains phénomènes relatifs à la diversité et au brassage des cultures, étayer un questionnement sur l'intégration « à la française » (qui est plutôt une assimilation). Elle peut également rendre compte avec finesse de la manière dont les habitants appréhendent les faits, en saisissant au plus près les interactions qui se jouent entre le vécu et la mémoire des habitants, logiques institutionnelles, interventions de médiateurs



EUX

gie urbaine

noine ethnologique
du patrimoine
mme de recherche
dans les périphéries
conjointement
au développement
mations.



La Courneuve, abords de la Cité des 4000. 1991, photo S. Conord.

politiques, culturels. De l'ethnologie, explique Gérard Althabe, responsable du groupe de travail qui pilote ce programme, on peut attendre qu'elle analyse les productions sociales et symboliques des habitants des périphéries urbaines, et rende compte de la singularité de chaque situation locale pour déboucher ensuite sur un point de vue comparatiste.

Parmi les outils de l'ethnologue figurent l'observation participante – qui suppose de s'impliquer dans les situations tout en maintenant la bonne distance pour saisir aussi objectivement que possible les données du terrain – les techniques d'enquête qui permettent entre autres de recueillir les discours de représentation ; mais aussi la connaissance de l'histoire et de l'organisation du lieu, la prise en compte des événements qui sont retenus, le repérage de ceux qui sont occultés ou méconnus. Faire de l'ethnologie consiste à articuler ces différentes données pour appréhender les interactions qui existent entre société locale et société globale et amener à une compréhension plus fine du « vivre en société ». Le fait de se trouver sur un terrain urbain c'est-à-dire fort complexe et relativement nouveau pour la discipline ajoute à la difficulté.

UNE PROCÉDURE DE SUIVI ADAPTÉE

C'est pourquoi renonçant à la procédure de l'appel d'offre qui a pourtant l'avantage de rassembler des réponses variées et multiples, la mission du patrimoine eth-

nologique a voulu créer, en procédant par étapes, les conditions d'un travail collectif. Ce programme de recherche est soutenu dans son travail d'élaboration de problématiques nouvelles par un groupe de travail rattaché au Conseil du patrimoine ethnologique. Les équipes de chercheurs qui ont été sélectionnées seront régulièrement réunies pour confronter leurs approches et partager leurs réflexions. Ces recherches qui intègrent les politiques sociales dans leur approche, se font en liaison avec les organismes responsables de politiques urbaines tels que le Plan urbain, la Délégation interministérielle à la ville, le Fonds d'action sociale. Elles donneront lieu à un ou plusieurs séminaires et formeront la matière d'une

publication dans la collection « Ethnologie de la France » éditée par la mission du patrimoine ethnologique.

Bien au-delà de la seule action culturelle, une réflexion ethnologique sur telle ou telle situation urbaine a le mérite de vérifier au plus près de la vie quotidienne des habitants, la qualité des hypothèses qui ont inspiré jusqu'à maintenant l'engagement dans les quartiers des différentes administrations, collectivités locales et associations concernées.

Claude Rouot
Mission du patrimoine ethnologique
Jean-Marc Auvray
Délégation au développement et
aux formations

LES PROGRAMMES DE RECHERCHE RETENUS

La construction sociale des espaces intermédiaires : jeunesse et socialisations dans l'espace urbain. La Croix rousse à Lyon, Vénissieux, Vaulx-en-Velin, Rillieux. (L. Rousseau-Berger)

Le lien social dans la ville ; socialité des jeunes et lien civil. Un parcours dans le sud-est lyonnais. (C. Miachon, V. Millot)

Construire sa sociabilité dans une ville nouvelle : Saint-Quentin-en-Yvelines. Vivre et travailler au naturel. (P. Dupont, J. Harrold)

Pratiques culinaires et lien social dans les cités stigmatisées de Seine-Saint-Denis. (C. Harmelle)

Étude socio-ethnologique d'une famille installée dans la cité des 4000 à La Courneuve. (Vigneron, A. Muller, S. Conord)

Événements spectaculaires et expériences de la visibilité publique : le cas Vaulx-en-Velin. (A. Boubeker, A. Battégay)

Processus de construction identitaire et/ou fractionnements de la ville : deux quartiers à Saint-Nazaire. (A.M. Giffo-Levasseur, B. Vrignon)

Vie associative en périphérie urbaine toulousaine ; production et réappropriation culturelles. (G. Zoia, D. Blanc)

LE PROGRAMME PLURIANNUEL EN SCIENCES HUMAINES RHÔNE-ALPES

Le programme
pluriannuel de
recherche en
sciences humaines
de la région
Rhône-Alpes offre
un exemple
d'action concertée
de recherche entre
de multiples
partenaires.

HISTORIQUE

Le programme pluriannuel de recherche en sciences humaines Rhône-Alpes (PPSH) a été créé en 1975 par l'Établissement public régional Rhône-Alpes et le CNRS alors que le financement de la recherche publique en sciences de l'homme et de la société était particulièrement faible et les équipes de recherche peu nombreuses. La mission du programme était de dynamiser la recherche régionale en faisant émerger des travaux originaux et en soutenant ceux qui apparaissaient être les points forts. Il s'agissait aussi d'aider à structurer des domaines qui, exception faite de quelques équipes, étaient encore relativement peu organisés.

Cependant, le PPSH ne s'est véritablement développé qu'en 1984 grâce au IX^e contrat de plan signé entre l'État et la Région. Aux précédents partenaires, se sont alors ajoutés les ministères chargés de l'éducation nationale, de la recherche et de la culture.

Au-delà des intérêts strictement scientifiques et du soutien aux équipes, le plus souvent rhône-alpines, l'une des missions essentielles du PPSH est de rapprocher la recherche du contexte régional. Certains thèmes abordés, comme l'aménagement de la montagne, les Jeux olympiques, les relations interrégionales, la muséographie, le développement industriel ou la sociologie urbaine font directement écho à des préoccupations très marquées en Rhône-Alpes.

LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Rhône-Alpes connaît la première concentration de chercheurs et de moyens en sciences de l'homme et de la société après Paris, autour de deux grands pôles scientifiques que sont Lyon et Grenoble. Il existe des institutions fortes, comme la Maison de l'Orient méditerranéen ou la Maison régionale des sciences de l'homme, et de grosses équipes de niveau international, par exemple le Laboratoire d'économie des transports à Lyon ou l'Institut de recherche économique et de planification de Grenoble, mais également de nombreuses équipes, plus modestes mais souvent en pleine expansion, d'historiens, de sociologues, linguistes, géographes ou politologues. Cependant certains domaines sont encore mal structurés, ou trop peu développés, comme par exemple l'ethnologie, le patrimoine industriel et technique ou la sociologie de la culture.

FONCTIONNEMENT DU PPSH

Le programme est dirigé par un comité de direction où sont représentés les partenaires institutionnels et leurs services en région. L'évaluation scientifique est du ressort d'un comité scientifique d'une vingtaine de membres, dont plus du tiers n'appartiennent pas à des institutions régionales. Il assure la diffusion des résultats des recherches soutenues. Il définit, sous la responsabilité du comité de direction, les thèmes des appels d'offres de recherche et fait des propositions de financement. Le secrétariat du programme et sa gestion sont du ressort de l'administration déléguée du CNRS.

Le PPSH est inscrit au contrat de plan en cours (1989 -1993) pour un montant de 16 MF, répartis entre l'État (9,5 MF dont 0,6 MF par an des services de la culture) et la Région (6,5 MF). Ce budget est divisé en trois parties, 50 % pour la recherche sur appels d'offres thématiques, 25 % pour la recherche hors appels d'offres, 25 % pour la valorisation, les coûts de fonctionnement étant assurés par le CNRS.

LES GRANDS AXES DE LA RECHERCHE

Au cours des trois appels d'offres qui se sont succédé depuis 1984, plus de 140 projets ont été retenus dont 51 concernent la culture et la communication. L'éventail est très large : 11 en archéologie, 16 en ethnologie, dialectologie, anthropologie et tourisme industriel et tourisme culturel, 6 portent sur le patrimoine bâti, essentiellement industriel, 3 sur les archives, 5 sur la communication, le reste étant constitué de divers projets en histoire et sociologie de l'art et de la culture, recherche musicale et patrimoine iconographique. Parmi les opérations de valorisation, neuf colloques ont été organisés en décembre 1991 faisant le point sur plus de sept ans de recherches.

Depuis ses débuts, le PPSH a eu un rôle important pour une meilleure connaissance du patrimoine culturel de la région. Il a largement contribué au financement de programmes archéologiques, comme les fouilles de Charavines, sur le lac de Paladru, ou des mines médiévales de Pampailly, dans le département du Rhône. Sa participation à la création d'un vidéodisque rassemblant les collections ethnographiques des principaux musées alpins fut déterminante. On lui doit aussi d'avoir soutenu plusieurs recherches

UX

importantes sur la dialectologie et la tradition orale. Il a eu un rôle d'initiation et de coordination essentiel dans la mise en place d'un programme d'inventaire et de sauvegarde des archives industrielles dans le département du Rhône. Le PPSH a également soutenu plusieurs travaux plus modestes, dont avec le temps, on perçoit le rôle important dans le développement de la recherche régionale. Ainsi, au sein des thèmes de la ville et de l'entreprise, très développés en Rhône-Alpes, de petites équipes d'ethnologues ont favorisé la reconnaissance de cette discipline dans ces champs où elle est encore peu présente au niveau national.

UNE MEILLEURE STRUCTURATION DE LA RECHERCHE PATRIMONIALE

Mais la particularité principale du PPSH est probablement de privilégier la pluridisciplinarité. En soutenant la collaboration entre architectes, historiens, muséographes, sociologues, ethnologues sur le patrimoine industriel, sur le tourisme culturel, sur les aires culturelles, le PPSH a permis aux chercheurs de mieux se connaître entre disciplines voisines et d'acquérir des habitudes de travail en commun.

Enfin il répond à une de ses missions premières en favorisant largement l'intégration de petites équipes, nombreuses, comme on le sait, dans le domaine du patrimoine, en les incitant à se rapprocher de chercheurs confirmés, le PPSH joue un rôle moteur dans le renforcement des réseaux et dans la structuration de la recherche régionale.

LA RECHERCHE « RÉGIONALE »

Le PPSH illustre bien une question souvent posée : qu'entend-on par « recherche régionale » ? Est-il pertinent de concevoir des programmes à l'échelle d'une région ? Quel mode d'évaluation des travaux réalisés ? L'expérience accumulée ici, permet de dire, me semble-t-il, que la notion de recherche régionale peut être pertinente à condition de tenir compte de certaines précautions et de suivre quelques principes de base. Certaines approches peuvent trouver une plus grande efficacité à être élaborées, puis jugées, au niveau régional. Cependant, il faut prendre garde que les projets et les travaux soient toujours soumis pour partie à des expertises extra-régionales qui permettent d'une part d'éviter l'enfermement de la

recherche régionale sur elle-même, et d'autre part d'avoir une plus large évaluation des travaux réalisés. En outre cela favorise la reconnaissance de la recherche régionale au dehors. Il est également important que des équipes non régionales participent au PPSH et viennent travailler sur les « terrains » régionaux. Enfin, le comité de pilotage, et dans une moindre mesure le comité scientifique, comprennent nombre de membres appartenant à des institutions nationales qui n'ont pas d'intérêt particulier à favoriser les équipes locales. Cette ouverture vers la région d'une part, vers les institutions scientifiques nationales d'autre part, qui s'exprime particulièrement par une politique active de restitution, est primordiale pour le bon fonctionnement d'une recherche régionale car elle est la garantie de sa lisibilité et, à terme, de sa vitalité.

Compte tenu du travail réalisé depuis plus de quinze ans, et de l'augmentation très significative des crédits publics de recherche alloués pour les sciences de l'homme et de la société, la fonction du PPSH devra probablement évoluer. En outre, le fait que de plus en plus de programmes thématiques soient initiés par les ministères, par exemple, actuellement, sur la ville et sur l'environnement, contribue à redéfinir les missions du PPSH pour l'avenir.

Michel Rautenberg
Conseiller pour l'ethnologie
Direction régionale
des affaires culturelles Rhône-Alpes

Le PPSH a publié à ce jour neuf ouvrages, et près d'une dizaine sont programmés pour la fin de 1992 et le début 1993. En outre, une demi-douzaine d'ouvrages ont été publiés en coédition. A noter une nouvelle collection « Transversales » coéditée par le PPSH et les Presses universitaires de Lyon. Premier ouvrage paru : *Quand le tout-Lyon se compte* par Yves Grafmeyer, 1992, 220 p., 135 F. De plus, le PPSH coproduit avec FR3 un magazine télé depuis 1989. Huit émissions ont été diffusées dont les dernières portaient sur les feuilles de la « Mine de Pampailly » et sur les « patois et dialectes » de la région.

PPSH : Alain Bideau, coordonnateur scientifique, CNRS - 2, av. Albert Einstein - BP 1335 - 69609 Villeurbanne cedex. Tél. : 72 44 56 38.

À LIRE

Catalogue des dentelles du Musée national de la Renaissance au Château d'Ecouen. Ed. de la Réunion des musées nationaux, Paris, 1992, 295 p., 410 F.

La Revue, Musée des arts et métiers
n°1, septembre 1992, 70 F.

Cette nouvelle revue trimestrielle s'inscrit dans le cadre de la rénovation du Musée des arts et métiers et lui permettra de maintenir ses activités de promotion de la culture scientifique, technique et industrielle pendant la durée de sa fermeture. CNAM, 292, rue Saint-Martin 75141 Paris cedex 03. Tél. : 40 27 23 71.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE

Revue de la BN, n°44, été 92, 94 F. Diffusion Armand Colin. Dossier : Politiques et royautés.

DÉPARTEMENT DES ÉTUDES ET DE LA PROSPECTIVE

Études réalisées par le DEP 1983-1992.

Cent trente études résumées et regroupées par thème. Index par mots-clés. Disponible sur demande écrite au DEP, 2, rue Jean Lantier 75001 Paris.

ÉVALUATION

Le développement de l'évaluation en France.

Nécessités techniques et exigences politiques. Article de Patrice Duran et Éric Monnier, *Revue française de science politique*, n° 2, avril 1992.

ARCHIVES

La troisième République et la mémoire du coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte. La loi de réparation nationale du 30 juillet 1881 en faveur des victimes du 2 décembre 1851 et des victimes de la loi de sûreté générale du 27 février 1858. Par Denise Devos. Paris, Archives nationales, 1992, in 8°, LXX-662 p., 500 F.

Balcons et portes cochères à Paris. Permis de construire délivrés par les trésoriers de France 1637-1789. Par Danielle Gallet-Guerne et Michèle Bimbenet-Privat. Paris, Archives nationales, 1992, in 8°, ill., 168 p., 140 F.

Les archives françaises à la veille de l'intégration européenne. Actes du XXXI^e congrès national des archivistes français (Lyon 23-26 octobre 1990). Paris, Archives nationales, 1992, in 8°, 152 p., 90 F.

PHOTOGRAPHIE

La recherche photographique, n° 12, 1992, 95 F. Roland Barthes, une aventure avec la photographie. Actes du colloque tenu sur ce sujet en novembre 1990 à Paris.

LA RESTAURATION DU PATRIMOINE ARTISTIQUE Etat de la question à l'étranger (II)

Ce texte présente les activités de restauration du patrimoine artistique en Amérique du Nord et en Allemagne. Il fait suite à un exposé de la situation en Italie, Grande-Bretagne, Belgique et Pays-Bas publié dans le numéro précédent de *Culture et Recherche*.

ATOUTS ET FAIBLESSES DES ÉTATS-UNIS

Les différences de situation entre les États-Unis et l'Europe sont évidentes : il faut rappeler, sur un territoire d'étendue considérable, l'absence de structures de coordination et d'impulsion au niveau fédéral ; la priorité donnée aux investissements de prestige, et d'une façon plus générale à la culture d'*entertainment* ; les difficultés du suivi des interventions des collectivités locales, hantées par les pressions conservatrices ou opportunistes.

Ainsi, s'il existe, depuis 1965, une Agence fédérale – le National endowment for the arts – destinée à l'investissement fédéral en matière culturelle, son budget demeure symbolique (175 millions de dollars par an, à comparer aux 700 millions de dollars distribués par les fondations, et aux

formations situés à Austin (Texas) pour le papier, et au Getty conservation institute. Il s'agit de formations de type universitaire, de trois ans ou plus, incluant des stages aux États-Unis ou en Europe.

Le Canada joue un rôle important et complémentaire, par l'intermédiaire de la Queens university (Ontario) et du Canadian conservation institute à Ottawa.

2 - Certaines institutions bénéficient d'une renommée ou d'un statut particuliers, leur assurant de la part des institutions fédérales (du Congrès à Washington), des autorités locales ou des mécènes et sponsors, des moyens parfois considérables.

C'est le cas à Washington d'abord de la Library of Congress, qui dispose de moyens de fonctionnement particulièrement importants et d'un programme de



Département restauration des sculptures du Fine arts museum de Boston. Photo de l'auteur.

500 millions de dollars du mécénat d'entreprise), et ses interventions sont très controversées.

On peut retenir dans ce contexte les atouts et faiblesses de la restauration du patrimoine des États-Unis.

1 - La formation est d'un niveau très élevé. Elle est assurée par quatre centres principaux, liés aux universités de Buffalo (État de New York), Delaware, Harvard et New York university, pour la restauration des œuvres d'art ; à des centres de

préservation des ouvrages et documents réunissant de nombreux experts. D'importants programmes de désacidification ont été entrepris, puis suspendus pour des raisons écologiques ainsi que pour des raisons d'opportunité : est-il nécessaire d'intervenir sur des masses de documents et livres qui ne seront pratiquement jamais consultés, et ne vaut-il pas mieux s'en tenir à leur protection dans des conditions d'isolation originales ?

UX

A Washington encore, la National Gallery et le Smithsonian bénéficient d'un soutien fédéral, notamment en matière de recherche, et d'équipement des laboratoires.

De même à New York, le Metropolitan museum of art (MET) dispose d'un programme considérable de restauration et d'un personnel extrêmement qualifié. Toutes les extensions, parfois spectaculaires, des départements du MET sont financées jusqu'à 100% par des interventions extérieures, par le mécénat. Ainsi, pour le département textile, le redéploiement prévu pour 1995 sur de nouvelles surfaces voit, sur un budget de 10 millions de dollars, des firmes comme Toyota ou A. Ratti de Côme intervenir pour des sommes respectives de 1 et 5 millions de dollars).

3 - Une telle situation, qui transforme conservateurs et restaurateurs en pourchasseurs de fonds (pratique du *fund raising*), présente des inconvénients, beaucoup plus sensibles pour les institutions moins prestigieuses (ou jugées telles par les intervenants extérieurs), plus dépendantes d'un seul financement, local en particulier. C'est ainsi que le Boston museum of fine arts a dû, en période cumulée de récession économique et de pression conservatrice en matière culturelle, supprimer de son budget un grand nombre de postes temporaires, abandonner la reconduction de nombreux contrats – les programmes de restauration s'en sont durement ressentis.

4 - Les États-Unis ne semblent pas avoir défini, en ce qui concerne l'art contemporain, une approche déontologique très originale, ni disposer d'un personnel spécialisé particulièrement important. Certains centres de formation (NY university, Institute of fine arts, Conservation center) ont créé des cours spécifiques de courte durée. Certaines institutions disposent également de départements spécialisés dans la restauration de l'art contemporain (MET à New York, National gallery à Washington), mais en utilisant un personnel assez restreint. Seul le Museum of modern art (MOMA) possède un laboratoire réellement efficace, mais depuis 1984 seulement. Au total cependant, 8 restaurateurs, quelques stagiaires et un scientifique, en comparaison d'une équipe de 40 *curators* et 7 *registrars*, en charge de 100 000 objets.

Sans que la réflexion sur l'originalité de la restauration de l'art contemporain soit encore très poussée, se développent des recherches prioritaires sur le papier, sa protection, le coût des interventions, sur la documentation et la mémoire des objets. La règle, ici comme ailleurs, est celle de la moindre intervention.

Avec le MOMA, le MET et le Guggenheim (New York), les principaux établissements intéressés par l'art contemporain sont : L.A. County museum, San Francisco museum of fine arts, Hirshorn à Washington, Getty foundation à Los Angeles, Dumesnil collection à Houston.

L'ALLEMAGNE : UNE DÉCENTRALISATION RATIONNELLE

L'approche de la restauration en Allemagne se caractérise d'abord par une grande diversité, voire un éparpillement, des activités de restauration, par ailleurs très autonomes et apparemment peu soumises au contrôle des conservateurs : chacun des quinze *länder* est responsable de sa propre politique de conservation et restauration de son patrimoine.

Méthodologiquement, un large appel est fait aux restaurateurs privés qui travaillent sous contrôle de leurs commanditaires (administrations des musées et des monuments historiques), qui disposent d'une large autonomie.

L'effet de cette dispersion, objet de critiques, est cependant atténué par des procédures de formation et de concertation assez rigoureuses :

1 - il existe d'abord une certaine homogénéité dans la formation à la restauration : le principal centre est à Stuttgart, spécialisé dans la formation de haut niveau, à la peinture et à la sculpture : les élèves, bacheliers, acquièrent une expérience professionnelle durant 32 mois, avant de passer un concours et de suivre des études durant quatre ans, sanctionnées par le diplôme. Six diplômés sortent chaque année.

Trois autres centres fournissent des restaurateurs à Cologne, Mayence (archéologie, objets d'art, ethnologie), et à Hildesheim, près de Hanovre (peinture murale).

Les centres de l'ex-RDA doivent participer à cette formation, en particulier ceux

de Berlin et surtout de Dresde. On sait en effet la qualité de la formation à la restauration en Europe de l'Est, comme en Pologne (Varsovie, Torun, Cracovie) et en Russie (Moscou, Saint-Petersbourg). Enfin, la formation n'exclue pas des bourses régulières en direction de Berne, Rome et Florence, Vienne, Bruxelles.

2 - Un second facteur d'unification réside dans les échanges entre les divers centres de restauration : conseils réciproques, échanges au sein des trois associations concurrentes de restaurateurs (dont la plus importante est l'*Arbeitsgemeinschaft der restauratoren*), activités de publication et d'exposition.

Les nécessités de la reconstruction après la guerre ont conduit à développer des centres très modernes, bien équipés et en régulière rénovation. La Pinakotek de Munich, par exemple, dispose de surfaces considérables. D'une façon générale, les équipements techniques sont très sophistiqués, même si les équipes ne sont pas très importantes.

Les moyens restent donc différents selon les *Länder* concernés, qui dans l'ensemble financent assez largement la restauration – l'appel au mécénat n'est pas systématique, à la différence des pays anglosaxons. Il existe dans le Bade-Württemberg un procédé original, le *Lottogeretz*, qui permet l'investissement d'une partie des bénéfices du Loto dans l'acquisition et l'entretien des œuvres d'art ; ceci représente en moyenne 10 millions de DM par an, source originale de revenus, qui a facilité le développement de la spectaculaire Staatsgalerie à Stuttgart.

Avec cette évocation – incomplète, il faudrait visiter la majorité des 15 *länder* – de l'Allemagne, on conclura ce tour d'horizon de plusieurs centres européens et américains, en soulignant que la situation de la France n'est pas déficitaire. Un plan d'ensemble, retenant de l'étranger l'utilité de la coordination et les avantages de la déconcentration, sans doute sous la forme d'un réseau, devrait permettre de situer la restauration française à un niveau très compétitif dans ce domaine.

Philippe Reliquet
Chargé de mission à l'inspection
générale de l'administration
du ministère de la culture

RENCONTRES

CONSERVATION DU PATRIMOINE SIDÉURGIQUE 21 - 22 octobre 1992

Journées d'études à Uckange (Moselle), organisées par l'Association ESFOLOR (Espace Fensch - Orne - Lorraine), avec l'appui du ministère de la culture et du CCSTIFM de Nancy-Jarville, sur les possibilités de protection, conservation et restitution au public du patrimoine sidérurgique. Contact: ESFOLOR, 176, rue du Général De Gaulle 57290 Seremange-Erzange. Tél.: 82 51 43 90. Jacques Dupont. Drac Lorraine: 6, place de Chambre 57045 Metz cedex 01. Tél.: 87 36 16 70. François Faraut. CCSTIFM: av. du Gal de Gaulle 54140 Jarville. Tél.: 83 56 01 42. Claude Forrières et Jean-Luc Rémy.

FORUM « SERVICE PUBLIC 92 »

5 - 7 novembre 1992

Ce premier forum des services publics organisé à la Porte de Versailles, Parc des expositions, accueillera l'ensemble des ministères et institutions sous tutelle, ainsi que les grandes entreprises de service public. Colloques et ateliers permettront la réflexion sur la modernisation du service public et le rôle de l'État. Contact: Jean Fosseyeux. 40 15 80 91.

8^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM SCIENTIFIQUE DE PALAISEAU

13 - 18 novembre 1992

Organisé par la Ville de Palaiseau, avec la collaboration et le soutien de multiples partenaires institutionnels. Contact: Bernard Lafforgue, maire-adjoint de Palaiseau, chargé du festival ou Michel Alloul, directeur du festival. Tél.: 60 14 22 22.

LES NETTOYAGES SUR LES PIERRES EN ŒUVRE

1^{er} décembre 1992

Journée d'information organisée par le laboratoire de recherche des monuments historiques en liaison avec la section française de l'ICOMOS à l'Hôtel de Sully de 9 h à 18 h. Vingt ans après les nettoyages des façades, comment se comportent les pierres en œuvre ? Contact: LRMH, Claude Jaton. Tél.: 60 05 01 45.

SCIENCE ET TECHNIQUE EN SPECTACLE

26 - 29 janvier 1993

XV^e journées internationales sur la communication, l'éducation et la culture scientifiques et industrielles organisées au Centre Jean Franco à Chamonix par le LIREST de l'université de Paris 7 et le LDES de l'université de Genève. Confrontation entre praticiens, chercheurs, utilisateurs de la science, de la technique, du spectacle et de l'école. Renseignements: D. Raichvarg et C. Souchon, université Paris 7, GDSEP 7 - LIREST - tour 34, 3^e étage - 2, place Jussieu 75251 Paris cedex 5. Tél.: 44 27 68 69.

5^e JOURNÉES D'ÉTUDES DE LA SFIC

25 - 27 mars 1993

Les anciennes restaurations en peinture murale: restaurer ou dérestaurer? Spécialistes des différents domaines de la conservation traiteront des divers aspects de la question: généralités et approche scientifique - problèmes éthiques (restauration et dérestauration) - produits naturels et synthétiques employés en restauration - études de cas. Propositions de communication à remettre pour le 31 octobre 1992 au secrétariat de la SFIC - 29 rue de Paris 77420 Champs-sur-Marne.

SÉMINAIRES

SÉMINAIRES ARCHÉOLOGIQUES DE L'OUEST DE LA FRANCE. BASSE-NORMANDIE, BRETAGNE, PAYS DE LA LOIRE.

14 octobre - Nantes: Les gestes qui sauvent: du terrain au laboratoire

28 octobre - Rennes: Les bois archéologiques

25 novembre - Caen: Approches juridiques des fouilles archéologiques terrestres

9 décembre - Nantes: Archives et sources imprimées: méthodes d'utilisation

6 janvier 1993 - Rennes: Les routes terrestres dans l'Antiquité

20 janvier - Caen: Approche anthropologique de la fouille des sépultures

3 février - Nantes: Buts et limites de l'application des méthodes géologiques et palynologiques aux remplissages archéologiques

17 février - Rennes: Étude et mise en valeur des monuments mégalithiques

10 mars - Caen: les fermes indigènes dans le grand ouest

24 mars - Nantes: Fonction et typologie des agglomérations secondaires

7 avril - Rennes: Métallurgie et paléométallurgie du fer

21 avril - Caen: Fouilles des structures agraires et archéologie du paysage

Contact: service régional de l'archéologie des Pays de la Loire - 1, rue Stanislas Baudry 44035 Nantes cedex 01. Elisabeth Hodebourg: 40 14 23 36.

FORMATION

SCIENCES SOCIALES ET IMAGE

Formation à la vidéo et au documentaire organisée par l'IMEREC (Institut méditerranéen de recherche et de création). De l'apprentissage au perfectionnement, plusieurs formules de stages sont proposées, adaptées aux divers niveaux de compétence et de connaissance de la pratique audiovisuelle. Public concerné: anthropologues, sociologues, archéologues, conservateurs, professionnels de l'animation culturelle, etc. Date: premier semestre 1993. Inscriptions: Solange Poulet-IMEREC - Vieille Charité - 2, rue de la Vieille Charité 13002 Marseille. Tél.: 91 56 16 44.

INFOGRAPHIE

Stage organisé par le GAMS AU (groupe d'études pour l'application des méthodes scientifiques à l'architecture et à l'urbanisme) - URA CNRS. Inscription avant le 15 janvier 1993 pour le stage de printemps 93 (février à juin) auprès de Denise Walch - GAMS AU - École d'architecture de Marseille-Luminy, 184, avenue de Luminy 13288 Marseille cedex 9. Tél.: 91 41 11 85.

TEXTES RÉGLEMENTAIRES SUR LA RECHERCHE

Textes réglementaires sur la recherche au ministère chargé de la culture publiés au *Journal officiel*.

J.O. du 18 septembre 1992:

Décret n° 92-990 du 14 septembre 1992 fixant le régime de participation à la recherche scientifique des personnels de recherche du ministère.

J.O. du 30 septembre 1992:

Arrêté du 24 septembre 1992 fixant les conditions dans lesquelles sont déterminés les taux moyens, les attributions individuelles et le montant des crédits nécessaires au paiement de la prime de participation à la recherche scientifique allouée aux personnels de recherche du ministère.

J.O. du 25 septembre 1992:

Décret relatif à la création du corps des assistants-ingénieurs: décret n° 92-1018 du 18 septembre 1992 modifiant le décret n° 91-486 du 14 mai 1991 portant statut particulier des corps de fonctionnaires de recherche de la mission de la recherche.

J.O. du 30 septembre 1992:

Arrêté du 24 septembre 1992 fixant l'échelonnement indiciaire du corps des assistants ingénieurs.